



PROGRAMME
AMÉRIQUE LATINE/
CARAÏBE

LA CHINE DANS LA CARAÏBE : ENJEUX, RISQUES ?

Alain Carton / Chercheur associé à l'IRIS

Avril 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Alain Carton / Chercheur associé à l'IRIS

Alain Carton est chercheur associé à l'IRIS, spécialiste des Outre-mer de la France et de leurs espaces régionaux, ainsi que de l'économie bleue.

Alain Carton a été haut fonctionnaire au sein des ministères de la Défense, de l'Intérieur et celui des Outre-mer. Il a créé une société de conseil pour le soutien au développement économique des Outre-mer et a rejoint comme consultant le groupe STRATEMH, basé en Guyane et dans l'océan Indien. Ses interventions en cours concernent les enjeux des lignes maritimes Asie-Océan Indien à partir du hub portuaire de La Réunion, l'approvisionnement en eau potable de la partie amérindienne de la Guyane, la valorisation industrielle des algues invasives dans le bassin antillais et caribéen.



PROGRAMME
**AMÉRIQUE LATINE/
CARAÏBE**

Ce programme étudie la géopolitique d'un sous-continent situé au cœur de multiples enjeux globaux du 21^e siècle. Analyses, décryptages, débat d'idées, mise en perspectives. Il s'adresse aux professionnels (entreprises, décideurs, journalistes, etc.) et spécialistes (chercheurs, universitaires, institutionnels) mobilisés sur ou par l'Amérique latine. Il est dirigé par Christophe Ventura, directeur de recherche à l'IRIS.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

La présence chinoise et son influence dans la région caraïbe ne datent pas des évolutions géopolitiques récentes, mais s'inscrivent dans un processus continu depuis le XIX^e siècle. Tout d'abord l'abolition de l'esclavage a conduit entre 1853 et 1866 à chercher une main-d'œuvre de substitution qui a essaimé dans tous l'espace caribéen à partir de Trinité-et-Tobago, de la Jamaïque, de Cuba et du Guyana, de travailleurs sous contrat. Il en a résulté la création de communautés sino-caraïbéennes structurées, souvent commerçantes. Ces communautés contribuent encore aujourd'hui à la diplomatie d'influence chinoise.

Ensuite, la plupart des îles de la Caraïbe (à part Cuba) depuis la guerre froide, ont été des soutiens à Taïwan qui en échange a multiplié les programmes d'aides (agriculture, santé, numérique). Cette situation a eu tendance à s'inverser progressivement à partir des années 2000 avec l'offensive diplomatique et économique de la République populaire de Chine (RPC), ne laissant finalement qu'une poignée d'États qui reconnaissent Taipei (Belize, Haïti, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sainte-Lucie, etc.) alors que beaucoup d'autres se sont tournés délibérément vers la RPC essentiellement pour des motifs de développement économique. On ne peut ignorer que ces États qui pâtissent de l'étroitesse de leurs marchés intérieurs et des surcoûts des frais d'approche maritimes, dépendent d'une aide extérieure pour ouvrir et développer leurs économies.

La réalité de la présence économique de la RPC doit être nuancée et interprétée en termes géopolitiques. Le bassin caribéen reste dominé par les échanges commerciaux avec les États-Unis et par les accords entre ces derniers et la plupart des États de la zone. L'actualité récente illustre l'accroissement des initiatives américaines pour la sécurité et la surveillance maritime, la coopération policière, la défense des infrastructures stratégiques...

Si la Chine intensifie sa présence depuis deux décennies, c'est en la ciblant sur des secteurs clés et en priorisant son action. Les relations commerciales sont en constante augmentation et ont été multipliées par 10 entre 2003 et 2023 avec 11 milliards de dollars échangés. Encore faible en proportion des échanges de la zone, cette intensification est structurelle, car elle est liée à des investissements majeurs dans les infrastructures caribéennes, comme les *hubs* portuaires, les aéroports, les télécommunications, l'énergie, les hôpitaux. Le secteur des télécommunications est particulièrement sensible avec le déploiement de la fibre optique, la construction d'infrastructures réseau suivies de contrats de service et le financement par des banques publiques chinoises. Huawei est un des acteurs prépondérants.

Il est significatif que les principales infrastructures portuaires de la zone, Caucedo en République dominicaine, Kingston en Jamaïque, Freeport aux Bahamas, Port of Spain à Trinité-et-Tobago, sont toutes sans exception des lieux d'implantation chinoise *via* des concessions,

des investissements, des constructions ou l'exploitation de terminaux. Selon les lieux ce sont autant de plateformes majeures pour le transbordement Est-Ouest, ou des *hubs* en position centrale dans les routes Nord-Sud, ou encore pour Kingston, un port en position stratégique sur les routes maritimes américaines.

Les secteurs ciblés (ports, télécommunications, énergie) sont hautement stratégiques et l'intégration de la Caraïbe aux « Nouvelles routes de la soie » ou « Belt and Road Initiative (BRI) » renforce l'extension maritime et l'interconnexion commerciale de l'initiative chinoise sans que Pékin ne néglige néanmoins les domaines de la santé et de l'agriculture, très sensibles socialement pour les États de la zone. À ce jour, neuf des quinze pays membres de la Communauté caribéenne (CARICOM) en sont partis ainsi que la République dominicaine et Cuba soit onze des quinze pays souverains des Caraïbes.

Ce maillon caraïbéen de la « Nouvelle route de la soie » répond à la nécessité pour Pékin de maîtriser ses routes commerciales jusqu'à son plus important marché, celui des États-Unis. Située à l'interface des deux Amériques, avec des connexions directes avec l'Europe, la zone des Caraïbes lui permet en outre d'accéder à un espace stratégique pour la logistique, les échanges commerciaux et les banques *offshore*. Elle lui offre aussi un accès à des ressources minières (Jamaïque, Guyana), énergétiques (Trinité-et-Tobago, Guyana, Suriname) ou agricoles (Suriname, Guyana).

Longtemps perçue comme le « jardin » des États-Unis, la région caraïbe est-elle en passe de devenir un terrain de confrontation entre la Chine et l'Amérique ? La réponse doit être nuancée, un réengagement massif politique et stratégique des États-Unis dans la région n'étant pas prévisible à court terme, du fait du déplacement des priorités américaines vers d'autres théâtres asiatiques ou moyen-orientaux. Le tropisme de Washington pour le Venezuela et Cuba a pu s'accommoder dans la dernière décennie d'une présence chinoise dans les autres États caribéens. De même, les priorités annoncées au début des deux mandats Trump pour contrer l'immigration illégale et les organisations criminelles transnationales, ne se sont accompagnées d'aucune aide économique substantielle à la région jusqu'à cette date.

Cependant depuis 2025, la rhétorique de Washington commence à stigmatiser les abandons de souveraineté de la Caraïbe au profit de la Chine. Des voix s'élèvent également au Congrès parmi les Républicains et au sein des centres bipartisans très influents comme le Center for Strategic and International Studies (CSIS) pour mettre en garde contre la pénétration chinoise dans le bassin. Le CSIC a publié un rapport qui montre que la Chine poursuit essentiellement des objectifs de renseignement et considère que les plateformes technologiques ou diplomatiques chinoises dans différents États de la Caraïbe peuvent compliquer l'action

américaine dans la région ou la rendre inopérante. De fait, l'administration américaine réagit désormais de façon plus marquée à l'expansion chinoise dans la zone. Les projets miniers chinois au Suriname ou au Guyana sont ciblés ainsi que les investissements dans les infrastructures énergétiques et portuaires de Trinité-et-Tobago. Trump a gagné un bras de fer important avec Pékin en janvier 2026 avec l'annulation par la Cour de justice panaméenne de la concession permettant à un conglomérat hongkongais d'exploiter deux ports sur le canal de Panama. La contestation de la présence chinoise dans les *hubs* maritimes, si elle se poursuit et se généralise, pourrait donner lieu à des manœuvres de rachat de concessions par des investisseurs privés ou des compagnies portuaires américaines.

Une nouvelle réalité s'est installée. Depuis 2025, Washington renforce son ancrage sécuritaire dans la Caraïbe et cherche à préserver ses intérêts énergétiques. De nombreux accords ont été signés : avec Trinité-et-Tobago, l'actuel meilleur soutien dans la région, un accord de coopération sécurité et de recherche d'organisations criminelles, avec le Guyana, un accord de surveillance de la Zone économique exclusive (ZEE), avec la Jamaïque et la République dominicaine, un accord sur la lutte anti narcotique en mer et d'accès aux bases logistiques... Si ces initiatives sont d'abord tournées contre l'immigration illégale et le narcotrafic, il est évident qu'elles servent des objectifs plus globaux de surveillance et contrôle.

La confrontation n'est donc pas immédiate ni frontale, mais la rivalité américano-chinoise trouve dans l'espace caraïbe un terrain fertile pour les années qui viennent.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
AMÉRIQUE LATINE/
CARAÏBE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.